

Les conférences d'AGORA

Vendredi 18 janvier 2008

Bruno LATOUR :
 « *Ecologie et démocratie.*
Pour une politique de la nature. »

[D'après les notes prises par Huguette Déchamp et Serge Tziboulsky]

Introduction : deux événements significatifs.

Je voudrais parler ce soir de l'espace public étendu à la Terre en relevant d'abord deux événements récents :

- l'attribution du **Prix Nobel de la Paix 2007 au GIEC** (Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat). Pour la première fois un scientifique de haut niveau (le Directeur du GIEC) est récompensé par le Prix Nobel de la Paix. Or le GIEC est une organisation étrange, puisqu'il est à la fois une assemblée d'experts, une institution diplomatique (où sont représentés tous les pays participants) et un système politique (avec des procédures de vote assez complexes). C'est ce que **Michel Callon**¹ appelle un « *forum hybride* ». Le GIEC est à la fois un congrès scientifique, un comité d'experts et une réunion diplomatique avec un système de vote classique dans les assemblées représentatives. Avec le GIEC le climat est entré en politique ;
- le récent « **Grenelle de l'environnement** » : expression étrange, « Grenelle » renvoyant aux accords de Grenelle, fin mai 68, censés résoudre ce qu'on appelait encore à l'époque la lutte des classes. Le Grenelle de l'environnement est une représentation hybride des phénomènes qui étaient jusqu'alors hors du champ politique : les phénomènes de la nature, qui sont entrés dans une institution bricolée, laquelle s'est heurtée à de nombreux problèmes de légitimité. Ce « Grenelle » est un lieu de débats hybride, organisé par corporations (un peu comme des Etats Généraux). Les phénomènes représentés auraient autrefois été dits « naturels » et laissés à des experts, hors politique.

¹ Cf Michel CALLON et Arie RIP : Forums hybrides et négociations des normes socio-techniques dans le domaine de l'environnement (in Environnement, Science et Politique, Cahiers du Germès, 1991, p.227-238) et Pierre LASCOUMES, Michel CALLON et Yannick BARTHE : Information, Consultation, expérimentation. Les actions et formes d'organisation au sein des forums hybrides, , Actes du Séminaire *Programme Risques Collectifs et Situations de crise*, CNRS 1997.

La question qui se pose aujourd'hui est : que se passe-t-il quand l'espace public est soumis à la contrainte des crises écologiques ? Quelles transformations cela suppose dans l'organisation de la Cité ?

I. Les effets des crises écologiques sur l'espace public.

1- Ces crises posent la question de la représentation politique des non humains.

La politique n'est pas faite que par les humains, car les humains sont attachés à des non humains, qui sont tous nos commensaux : méthane, CO₂, particules des moteurs diesel, etc...

2- Ces crises mettent en évidence le défaut de composition de notre système industriel et social.

Tous les éléments de ce prétendu « système » ne forment pas un tout très cohérent et très rationnel. Par exemple : est-ce bien cohérent et systématique de faire coexister une politique de ferroutage avec la circulation intense des camions sur les autoroutes ? Il n'y a pas de « système » social (qu'il faudrait, selon qu'on est de gauche ou de droite, renverser ou réformer). Chaque ingrédient de notre mode de vie : frigo, voiture, habitat, loisirs, etc., est susceptible de mille alternatives.

3- Ces crises multiplient les objets controversés.

« L'enfer est pavé de bonnes intentions » : exemple, le biofioul, d'abord présenté comme une solution miracle, est apparu en quelques semaines comme entraînant des catastrophes écologiques de grande ampleur (liées, notamment, à la dégradation des sols). La difficulté, c'est qu'on entre dans une situation d'incertitude scientifique sur chaque élément. Faut-il, par exemple, développer le nucléaire ou les éoliennes ? Aussitôt surgissent de nouvelles controverses : des groupes anti-éoliennes se forment, dénonçant le coût, la laideur, le bruit des éoliennes, sans compter les massacres d'oiseaux qu'elles occasionnent... Des controverses surgissent sur les faits les plus élémentaires (ex : les disputes sur le climat).

Auparavant, quand on était en désaccord sur la vie commune, on recourait à l'expertise, seules les opinions étant considérées comme incertaines. La politique était plus facile. C'est de cette politique que nous sortons.

Aujourd'hui on va d'une controverse portant sur les opinions, les idéologies, les religions, les subjectivités, les passions, sans recours possible à la froide raison scientifique. Or il se trouve que les écologistes utilisaient encore cette vieille ressource de l'expertise scientifique pour clore la discussion...

Dès lors la politique redevient intéressante :

- elle s'adresse à des non humains ;
- elle devient détaillée (alors que les passions politiques s'adressaient naguère à un système à renverser ou à réformer) ;
- elle ne peut pas simplifier la composition du monde commun en s'adressant à l'expertise scientifique et technique. Soit l'exemple de la récente grève de la faim de

José Bové sur les OGM, donc sur une question de biologie moléculaire. Dès le lendemain du jour où on a dit : « les scientifiques sont d'accord, il y a un doute sérieux sur l'innocuité des OGM », les scientifiques en question ont publié une lettre pour dire qu'il n'y avait pas de consensus entre eux sur ce sujet. D'ailleurs les experts ne sont plus jamais d'accord... Chaque maladie a son association de patients. Même le jus d'ortie a son groupe de soutien.

II. « Moderniser la modernisation. »

1- La tentation ascétique de la décroissance.

Devant les effets des crises écologiques sur la vie publique, la tentation se fait jour de penser que nous serions passés d'un monde du développement à un monde de la décroissance. Le drame de l'écologie politique est d'avoir mordu à cet hameçon, car ce n'est pas très mobilisateur. Serions-nous passés d'une société fondée sur un optimisme excessif à une version ascétique ? Significatif à cet égard est le dernier ouvrage de **James Lovelock**, l'inventeur de l'hypothèse « Gaïa »². Dans ce livre, La revanche de Gaïa³, il utilise le terme de « *retraite* » (référence à la retraite de Dunkerque, en juin 1940), par opposition au concept de « développement durable ». Selon lui la Terre ne pourrait porter que 500 millions d'humains. Dans le livre une carte montre qu'il ne resterait plus que quelques rares endroits encore habitables : le Kamtchatka, la Patagonie, le Nord du Canada... Nous aurions été trop ambitieux : il nous faudrait réduire notre mode de vie, au nom de la certitude scientifique. Or ce discours est un excellent moyen pour perdre les élections : telle est la principale explication de la disparition des partis verts.

2- Il faut moderniser la modernisation.

Plutôt que de prôner la décroissance, il faut, au contraire, se développer et inventer en « *modernisant la modernisation* », selon la formule d'**Ulrich Beck** (auteur de La Société du risque⁴). Beck, dans Reflexive Modernization⁵, montre que la modernité ne devient réflexive que maintenant. La grande question de l'écologie politique est : pouvons-nous faire entrer les sujets de débat – qui ne seront jamais stabilisés – dans des institutions politiques faites pour les accueillir ? Peut-on construire les institutions qui prennent les anciens objets « naturels » et faire de la politique avec ces êtres bizarres : les objets naturels avec leurs humains associés ?

Peter Sloterdijk⁶ remarque qu'avant les crises écologiques, on ne savait pas vraiment que la Terre était ronde, alors qu'aujourd'hui, on le sent, parce que les conséquences de nos actions nous retombent dessus. Par exemple les oiseaux sauvages de l'Arctique et de

² James LOVELOCK, Gaïa. A New Look of Life on Earth (Oxford University Press, 1979) et The Ages of Gaïa. A Biography of our Living Earth (New York, Bentam Books, 1988). Ouvrages disponibles en français, par exemple : La Terre est un être vivant : l'hypothèse Gaïa (Flammarion, collection Champs, 1999), Gaïa : une médecine pour la planète (éditions Sang de la terre, 2001).

³ James LOVELOCK, The Revenge of Gaïa : Earth's Climate Crisis and the Fate of Humanity, Perseus Books Group, nouvelle édition 2007.

⁴ Ulrich BECK, La société du risque : sur la voie d'une autre modernité, Champs Flammarion, 2003.

⁵ Ulrich BECK, Anthony GIDDENS et Scot LASH, Reflexive Modernization : Politics, Tradition and Aesthetics in the Modern Social Order, Stanford University Press, 1995.

⁶ Peter SLOTERDIJK, Le Palais de cristal, éditions Maren Sell, 2006.

l'Antarctique assimilent les résistances aux antibiotiques des animaux domestiques : ils sont entièrement mondialisés !

3- A quelles conditions la terre peut-elle devenir un objet politique ?

La Terre est-elle un objet politique ? Pas encore. Quel est le prix à payer pour qu'elle le devienne ? Telle est la grande question de l'écologie politique.

Elle deviendra un objet politique à 3 conditions :

- que nous acceptions le caractère **controversé** des objets sur lesquels nous allons concentrer notre attention ; on ne peut plus les stabiliser ;
- que nous inventions **les institutions** adéquates. En effet celles-ci n'existent guère (à l'exception d'organismes comme le GIEC). J'avais proposé naguère de remplacer le Sénat actuel par une Assemblée des non humains ; il y aurait un Sénateur par type d'objets : un sénateur des forêts, un sénateur des oiseaux migrateurs, un sénateur des ordures ménagères, un sénateur des particules de diesel, etc... Le Sénat est une assemblée représentant les territoires (alors que l'Assemblée nationale représente les citoyens). Or les territoires, c'est ce dont nous avons besoin pour survivre : aujourd'hui, pour survivre, ce sont des non humains que nous avons besoin. Mais : comment les élire ? Et : qui va le faire ? Il y a aujourd'hui une abondante littérature sur cette question aux USA et dans les pays nordiques. Un organisme comme le GIEC représente bien le climat, et cela simultanément en trois sens du verbe « *représenter* » :
 - au sens *épistémologique* de : est-ce exact ?
 - au sens *politique* de : avons-nous les bons représentants, les bons porte-parole ?
 - au sens *esthétique* de : les représentants sont-ils sensibles ?

Mais l'espace public qui rend ces trois représentations simultanément viables est-il construit ?

- la troisième condition est la plus difficile à remplir : savons-nous **faire de la politique** avec cela ?

III. Trois conditions pour faire entrer la Terre dans l'espace public.

Reprenons ces trois conditions :

1- Avons-nous l'habitude de vivre en controverse ?

Il suffirait d'ouvrir *Le Monde* des 16 et 17 janvier 2008 pour s'en convaincre. On y trouve des articles sur la notation des politiques (la politique remplacée par la gouvernance), sur la résistance aux antibiotiques (elle a atteint une dimension planétaire), sur la suspension de la culture des OGM en France, une publicité pour *Jardins bio* : « Arrêtons le massacre ! », campagne contre le pesticide Cruiser, qui tue les abeilles, citation d'Einstein à la clé : « Si l'abeille disparaît, l'humanité n'en a plus que pour 4 ans. », un article de Nicolas Hulot : « OGM, la raison contre les préjugés. », une page

entière sur une querelle scientifique autour du climat entre un chercheur accusé de fraude, Pierre Cornillot, et Claude Allègre.

Alors **oui**, nous sommes bien habitués à vivre en situation de controverse. Les « *objets chevelus* »⁷ (aux conséquences inattendues) sont devenus habituels. Par exemple l'amiante, reconnue pourtant comme dangereuse depuis 1903, était considérée comme un objet parfait ; aujourd'hui elle est attachée à des cancers de la plèvre. Comme le remarquait le philosophe américain **John Dewey**, tout le monde s'attend aux conséquences inattendues de nos actions. Les objets scientifiques et techniques sont devenus usuels. Nous devenons tous scientifiques, non pas parce que nous savons, mais parce que nous ne savons pas et que nous sommes en situation d'enquête.

2- Avons-nous déjà le Parlement des choses controversées ?

Il y a le GIEC, les forums, les associations de patients (ex : le Généthon). Toute connaissance est désormais associée à un groupe de contestation, mais **on ne sait pas constituer l'assemblée de ces assemblées**. D'autant que les objets controversés ont des échelles différentes : par exemple l'arrivée du TGV Sud-Est, le climat, la pollution du Rhône, la taxe carbone, etc. Constituer ce Parlement des choses requiert une grande inventivité politique.

3- Arrivons-nous à faire de la politique avec ces êtres-là ?

Presque pas.

En effet nous appliquons à ces objets une version pédagogique de la certitude savante. Par exemple **Nicolas Hulot**, pour mobiliser les énergies politiques sur les questions écologiques, utilise le répertoire rationaliste le plus rassis : « regardons les faits tels qu'ils sont », « nous savons », « la raison exige », « ceux qui discutent sont des obscurantistes ». Ce faisant il dépolitise les questions écologiques. En effet dire « sur les faits nous sommes d'accord ; nous ne sommes divisés que par nos préjugés ; soyons donc rationnels et nous serons tous d'accord », c'est défendre une position proprement réactionnaire⁸, puisque l'accord est déjà fait ! Il n'est pas vrai (d'ailleurs, l'a-t-il jamais été ?) que « la raison nous unit et [que ce sont seulement] les passions [qui] nous désunissent ».

On utilise la référence à la nature pour dépolitiser une question. **Ted Nordhaus** et **Michaël Schellenberger**⁹ nous proposent l'expérience de pensée suivante : mettons en regard un discours de Churchill sur la reconstruction de l'Europe prononcé pendant la Guerre froide et un discours de Blair sur le changement climatique, suite au rapport Stern. Le discours de Churchill est « churchillien », mobilisateur d'énergies ; celui de Blair est purement informatif et ne nous « écologise » pas. Invertissons les deux types de discours : si

⁷ Cf Bruno LATOUR, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, La Découverte, 1999, Glossaire p.358-359 : « *Objets sans risque* (ou modernes) par opposition à *attachements risqués* (ou échevelés) : expression inventée pour rappeler que les crises écologiques ne portent pas sur un type d'êtres (par exemple la nature, les écosystèmes), mais sur la façon de fabriquer tous ces êtres : les conséquences inattendues ainsi que le mode de production et les fabricants restent liés aux attachements risqués alors qu'ils apparaissent détachés des objets proprement dits . »

⁸ Cette conception remonte au *Gorgias* de Platon. Cf Bruno LATOUR, *L'espoir de Pandore*, La Découverte, 2001.

⁹ Par exemple Ted NORDHAUS and Michaël SCHELLENBERGER, *Break Through : From the Death of Environmentalism to the Politics of Possibility*, CD audio édité par Blackstone Audiobooks, octobre 2007.

Churchill avait parlé comme Blair, nous n'aurions rien fait et nous serions toujours dans une Europe en ruine ; si Blair avait parlé comme Churchill, nous aurions l'énergie nécessaire pour agir.

Conclusion : repolitiser l'écologie.

Résumons :

- nous nous habituons aux objets controversés et détaillés ;
- nous avons l'inventivité nécessaire pour créer les assemblées représentatives correspondant à ces objets ;
- mais faire de la politique avec ça, c'est plus délicat.

Notre habitude de faire de la politique en France consiste à dire : « soyons rationnels et nous allons nous entendre. » Or nous ne nous entendons pas, au sens où l'entente, c'est la construction d'un monde commun. L'écologie politique officielle dépolitise la question de l'écologie : il faut la repolitiser, c'est-à-dire produire les énergies capables de construire le monde commun. La politique est donc redevenue intéressante. Nous sommes aujourd'hui dans la seule époque d'invention politique depuis le 18^{ème} siècle, où la grande question était celle de la représentation des humains. Après le 18^{ème} siècle les controverses en philosophie politique n'ont porté que sur des questions mineures, du genre : sur quelle science fonder la philosophie politique (l'histoire ? l'économie ?...). Aujourd'hui il s'agit d'inventer la représentation politique des humains avec leurs non humains associés.

Discussion.

1- Pourquoi ne prend-on pas assez en compte l'écologie ? Les partis verts sont en chute libre, alors que, normalement, tous devraient prendre ce problème en compte. Ne pensez-vous pas que c'est un problème de ressenti et que nous ne ressentons pas encore l'urgence du problème ?

L'urgence peut être mauvaise conseillère. Les campagnes des écologistes peuvent avoir des effets contraires, décourageants. A l'époque de Churchill la menace était grave, mais classique et Churchill a trouvé la formule pour transformer une urgence démobilisatrice en volonté d'y faire face. **Jared Diamond** pense même qu'on pourrait avoir des guerres écologiques¹⁰. La situation climatique est sans doute au même niveau d'intensité dramatique que la Guerre froide. Churchill refusa de parler en termes de décroître ou d'être effrayés, mais produisit par le discours politique une volonté politique. Le 18 juin 1940 de Gaulle dit : « Nous avons perdu une bataille, mais nous n'avons pas perdu la guerre. ». S'il avait dit : « Nous avons perdu la bataille et nous allons sûrement perdre la guerre [au nom de la vérité historique c'était, en effet, probable], alors nous l'aurions sûrement perdue...Donc l'énergie ajustée à la question écologique, c'est cela l'intéressant. Le discours de Churchill n'était pas un discours pédagogique à la Hulot (« les faits sont établis ; il n'y a plus qu'à

¹⁰ Jared DIAMOND, Guns, Germs and Steel: the Fates of Human Societies, W.N.Norton and Company, nouvelle édition 1999.

agir. ») : celui-ci ne produit pas de la volonté, ni du monde commun, mais de l'acceptation et de l'inaction. La notion d'évidence naturelle a quelque chose de délétère, de contre-productif : ce n'est pas parce que c'est naturel, vrai, exact que cela produit de la politique. Etre terrorisé, ce n'est pas non plus une position politique. L'intensité de la menace peut être complètement démobilisatrice ; d'où le danger des discours apocalyptiques concernant l'écologie. D'où l'exhortation de Nordhaus : gardons les énergies grâce auxquelles nous avons créé ce monde artificiel ; c'est très bien de vivre dans un monde artificiel. Mais il faut maintenant pouvoir prolonger cet artifice plus loin. L'écologie politique s'est construite, un peu comme le marxisme, sur l'idée que nous avons la science (la science de l'histoire et la science économique, pour le marxisme ; la science écologique pour l'écologie politique). Mais cela dépolitise la question.

2- Vous avez parlé de « moderniser la modernisation » ; vous nous annoncez l'extension de la pensée de l'homme aux objets naturels et artificiels. Dès lors ne pourrait-on pas imaginer également une représentation de la représentation, c'est-à-dire une représentation de l'art ?

Il s'agit de deux problèmes différents. La politique a toujours été la politique des choses. Saint-Simon parlait déjà au 19^{ème} siècle du « gouvernement (ou de l'administration) des choses ». La politique grecque a toujours été cosmopolitique (pour reprendre l'expression d'Isabelle Stengers¹¹). Ce n'est donc pas cela qui est nouveau. A Sienne on peut admirer les magnifiques fresques d'Ambrogio Lorenzetti sur *Le Bon et le Mauvais gouvernement...*

...elles datent du début de la Renaissance, époque où les hommes avaient leur prolongement dans un cosmos et où la pensée était englobante, où les choses et les hommes étaient en résonance, en correspondance. Pour faire une nouvelle politique et repenser les choses, ne faut-il pas aussi repenser les mots et notre perception ? Par conséquent quelque chose de l'ordre d'un jugement désintéressé ne pourrait-il pas entrer en politique ?

Le jugement désintéressé consisterait donc à mettre de côté les valeurs ?

Il s'agit du jugement de goût.

Dans le terme « *cosmopolitique* » de Stengers il y a « *cosmos* » (ça ne concerne donc pas que les humains) et « *politique* » (ce n'est pas une question d'harmonie et de correspondance). En un certain sens nous sommes plus proches de la Renaissance que du 19^{ème} siècle, puisque nous nous intéressons au jus d'ortie aussi bien qu'au climat, mais nous ne nous y intéressons pas du tout de la même façon, car nous nous y intéressons d'une façon littérale, et non métaphorique. La différence entre la Renaissance et nous, c'est que, lorsqu'on disait qu'il y avait une correspondance entre les oiseaux et nous, c'était symbolique, alors que pour nous c'est littéral. Par exemple l'INRA a breveté et injecté une marque de brevet dans l'ADN des plantes qu'il manipule : il s'agit là d'une appropriation littérale d'un phénomène qui, jadis, aurait été uniquement symbolique et métaphorique. En Nouvelle Guinée on se marie dans une lignée d'ignames : on a des cousins humains et des cousins pomme de terre, mais ça reste symbolique, ça touche la surface de l'igname. Mais à l'INRA c'est à l'intérieur de la plante que ça se passe. Plus le temps passe, plus nous nous

¹¹ Isabelle STENGERS, *Cosmopolitiques*, La Découverte, 1997, 7 tomes.

insérons à l'intérieur des non humains. La notion de correspondance permettait de faire de l'ordre (englobant) assez facile à obtenir, puisque c'était une composition symbolique. Dans le cas des OGM, quelle est la composition qui permet de constituer cette unité-là ? Cela fait quinze ans qu'on cherche la bonne assemblée pour traiter la question des OGM en France. Les notions de correspondance homme/nature ou d'englobement ne sont pas les bons outils. Il faut repolitiser la question cosmopolitique. Si on dit : toutes les questions politiques ont été, au fond, des questions cosmopolitiques, on a raison : les humains n'ont jamais vécu seulement entre eux. La modernisation non plus : ce fut un grand moment de la technologie, de l'invention, du matérialisme, le grand moment des révolutions industrielles : les humains ont toujours été là. Seulement ils étaient là en deux parties : d'un côté dans les sciences et les techniques, de l'autre, chez les humains. Il s'agit, en effet, de moderniser la modernisation : puisque nous avons toujours mélangé humains et non humains, donnons-leur leur assemblée représentative. Nous avons artificialisé la planète entière, constitué ce que Sloterdijk, dans Le palais de cristal¹², appelle la « sphère » artificielle dans laquelle nous avons appris à respirer, alors reconnaissons-le ! Nous avons développé une première atmosphère artificielle, développé un premier palais de cristal. La philosophie écologique, au lieu de dire : « arrêtons de nous intéresser à l'artifice humain pour nous occuper de la nature », devrait dire : « nous avons construit le palais de cristal, mais il est mal composé et pourtant nous avons été d'une inventivité folle. Etape suivante : faisons preuve d'une inventivité de composition trois fois plus folle pour faire explicitement ce que nous avons toujours fait en douce. Si la question a été d'assembler les humains et les non humains, alors faisons-le vraiment ! Le problème a été marqué, en philosophie, par la parution, à deux ans d'intervalle, du Contrat naturel¹³ de **Michel Serres** et du Nouvel ordre écologique¹⁴ de **Luc Ferry**. Serres avait senti le phénomène important, mais Ferry soutenait qu'il fallait séparer enfin clairement les humains et les non humains, et poursuivre la modernisation (il n'a pas changé d'avis aujourd'hui, reconnaissons-lui le mérite de la constance...), alors qu'il faut trier, la question étant : dans quelle institution politique ? L'écologie politique est une philosophie politique qui construit conceptuellement et pratiquement l'institution qui représente les associations que nous avons toujours faites. C'est cela moderniser la modernisation.

Il y a un grand paradoxe : la philosophie officielle a toujours pointé à l'endroit inverse de qui était en train de se passer. Chaque fois que les Modernes produisent des attachements à plus grande dimension, plus intimes, entre humains et non humains, surgit une philosophie qui demande de les séparer : le kantisme au moment de la première révolution industrielle ; quatre révolutions industrielles plus tard, la philosophie analytique, en 1930 prétend être enfin parvenue à produire des énoncés fondés sur les *data* sensibles, non contaminés par les valeurs... Chaque fois que se produit un grand événement de liaison le philosophe dit : ne mélangeons pas humains et non humains.

3- Avons-nous aujourd'hui les moyens d'évaluer, par exemple, le vivant non commercial ? Le marxisme, qui fonde la valeur économique sur le travail, ignore les non humains. Les néo-classiques ne sont pas plus avancés. Comment combiner développement durable et satisfaction des besoins humains ?

Les économistes sont capables de redonner une valeur à la pollution (cf l'inventivité du marché du carbone). Il ne s'agit pas de dire : « arrêtons les marchés et devenons écolo », mais de construire les marchés permettant de redonner la même énergie de développement

¹² *Op.cit*

¹³ Michel Serres, Le Contrat naturel, François Bourin, mars 1990.

¹⁴ Luc Ferry, Le Nouvel ordre écologique, Grasset, septembre 1992

et de croissance, mais en modifiant le système des valeurs économiques, en intégrant la question des générations futures, celle du calcul de la pollution, celle des prix à donner aux biens communs. C'est une question très technique du point de vue de la théorie économique, mais c'est aussi de l'intérêt des entreprises, qui font partie de toutes ces inventions et qui elles-mêmes doivent répondre aux trois critères que j'ai posés. L'économie est obligée d'internaliser tout ce qu'elle avait externalisé. C'est aussi de la grande science économique, et pas seulement de la grande science politique. Le niveau d'inventivité auquel il faut parvenir aujourd'hui en économie et en politique est égal à celui atteint au 18^{ème} siècle : construire les marchés au 18^{ème} siècle était aussi compliqué que d'inventer une valeur pour les biens communs, non appropriés.

4- Tous ces objets qui attendent et exigent une représentation, cela fait beaucoup de monde. Mais tous ces objets sont-ils du même intérêt ? Ne faut-il pas les sérier, les hiérarchiser ? Quel type de pouvoir serait légitime pour le faire ?

Le groupe de défense du jus d'ortie considère cet objet comme très important ! Et les abeilles : où allons-nous les mettre ? Et les cellules souches ? Schwarzenegger a fait modifier la Constitution de l'Etat de Californie, dont il est le gouverneur, pour y introduire l'obligation de soutenir par l'argent américain la recherche sur les cellules souches. Ne soyons donc pas trop normatifs sur le niveau de ce qui est important ou pas. Le vrai problème n'est pas tant de savoir ce qu'il faut inclure dans le collectif que ce qu'il faut en exclure. Dans Politiques de la nature¹⁵ j'ai proposé une Constitution pour intégrer cette question. La seule chose absolument sûre c'est qu'on ne peut pas d'avance limiter les êtres pertinents.

Il faut remplacer la distinction **fait / valeur** (fait : ce qui est : valeur : ce qui doit être) par quatre fonctions :

- il y a les êtres qui nous rendent **perplexes**, ceux qui sont capables de nous alerter (ex : les abeilles : c'est aujourd'hui un grand problème cosmo- et géo-politique) ;
- il faut identifier les **porte-parole** représentatifs de ce qui nous a rendus perplexes ;
- la question de la **hiérarchie** se pose: cessons d'arrêter tous les barrages parce qu'un crapaud particulièrement rare, le crapaud duc, bloque leur construction. On a d'ailleurs trouvé le moyen d'arriver à « négocier » avec eux ;
- il faut inventer l'**institution** habilitée à établir cette hiérarchie.

En effet, quand Nicolas Hulot et le lobby des OGM disent : « la question est simple ; mettons de côté les valeurs et ne parlons que des faits », on est sûr de n'arriver à rien. Le paradoxe, c'est que nous pensons que la ressource ultime pour simplifier la question, c'est la séparation fait-valeur, qui est la moins apte à régler la question politique. La séparation fait-valeur, c'est ce qui suspend l'activité politique. Parlons donc de bien et de mal. A cet égard le film documentaire de Jean-Stéphane Bron, Le génie helvétique (Mais in Bundeshuus)¹⁶ sur le vote de la loi sur les OGM en Suisse est remarquable. Le documentariste a placé sa caméra à l'entrée de la salle où se réunissait la Commission qui discutait de la loi (il n'avait pas le droit d'y entrer) et a interrogé les représentants des partis à la sortie. Or ils ne parlèrent que du bien et du mal, de la bonne et de la mauvaise Suisse. Les fermiers voulaient des OGM pour leurs vaches, d'autres l'acceptaient pour le fourrage, mais pas pour les vaches...Ils ont négocié le bout de gras très âprement, en construisant des versions alternatives, des cosmogrammes alternatifs. D'où un débat très productif, où on arrête de distinguer fait et valeur pour trier des

¹⁵ *Op.cit.*

¹⁶ Sortie en 2004

versions différentes de ce qui était en cause. En France on n'y est jamais arrivé à propos des OGM. Bové a fait de nombreuses grèves de la faim, mais on ne sait toujours pas à quelles conditions il serait convaincu. Or qu'est-ce qu'une politique qui ne dispose pas d'une épreuve par laquelle vous êtes susceptibles de changer d'avis (cela ne signifie pas, pour autant, que l'on va changer d'avis) ? Par exemple si on trouvait le bon dispositif expérimental dans lequel On vérifierait l'absence de contamination pour certains types de maïs ou de soja, cela vous ferait-il changer d'avis ? On s'habituerait au caractère expérimental de nos connaissances ; on ne parlerait pas de faits assurés, mais on tracerait le *chemin d'expérience*, le protocole qui nous permettrait de savoir si on changerait d'avis. Là on construirait un monde commun, car le monde commun n'est pas encore là : nous sommes en situation d'expérience collective, et ça, c'est politiquement intéressant. A la décharge des gens comme Bové il faut reconnaître qu'on nous a caché tellement de choses, par exemple sur le nucléaire : le nuage de Tchernobyl, que le doute est très grand sur toutes ces procédures. Le problème n'est pas de se mettre autour d'une table entre gens rationnels et de laisser les faits nous départager, mais de construire le chemin d'épreuve qui nous permette au moins de savoir à quelles conditions nous changerions d'avis sur un sujet controversé ; c'est cela qui est très rare¹⁷. Il est très difficile de trouver la bonne procédure ; les conférences de consensus ne suffisent pas.

5- Pouvez-vous nous parler du principe de précaution ?

Il s'agit d'un principe expérimental, issu du Code rural, selon lequel **l'absence de certitude scientifique ne doit pas paralyser l'action de l'administration**. Or ses ennemis comme ses amis l'ont aussitôt renversé, ses ennemis en l'interprétant comme : « si on n'est pas absolument certain qu'il n'y a pas de danger, on ne fait rien » (principe d'abstention ; cf Claude Bébéar dans *Le Monde* : « le principe de précaution bloque le PNB français » !) et ses amis, comme : « attendons que les experts nous prouvent l'innocuité du produit ».

Or le principe de précaution, c'est l'inverse : que les experts soit d'accord ou non, cela ne doit pas nous empêcher d'agir, ce qui est l'évidence même du point de vue de l'action normale : en situation d'incertitude nous agissons quand même. Par exemple : qui a attendu d'être absolument sûr-e avant de se marier ? Excepté Darwin, qui nota dans ses Carnets les avantages et les inconvénients de se marier et qui, au bilan, opta pour le mariage...

La situation d'action normale, c'est celle de précaution, ce qu'**Aristote** appelle la *prudence*. Par exemple la Guerre froide était une situation de précaution : on n'était pas sûrs de la menace russe, mais on savait que c'était très dangereux, et cela ne nous a pas empêchés de développer un arsenal nucléaire. Même dans les sujets scientifiques et techniques usuels, appliquons la précaution usuelle mais aussitôt, comme il y a cette obsession pédagogique pour le fait que, sur les sujets scientifiques et techniques, c'est l'inverse qui se passe et on dit : « soit vous êtes sûrs et l'action ne fait que suivre la certitude, soit vous n'êtes pas sûrs, et vous ne faites rien ».

Le principe de précaution s'est développé après l'affaire du sang contaminé¹⁸. Les politiques, d'une façon classique en France, pensaient : « si la certitude scientifique est là, on agit ; si elle n'est pas là, on attend » ; on a attendu et chaque jour il y avait de nouveaux cas de contamination de transfusés par le virus du sida... Chirac a fait inscrire le principe de précaution dans la Constitution. Les Français sont les seuls à l'avoir constitutionnalisé ; Bébéar et Attali veulent le retirer de la Constitution. Le principe stipule que, même pour les sujets scientifiques et techniques, il faut appliquer la prudence aristotélicienne la plus évidente : l'absence de certitude scientifique ne doit pas nous empêcher de prendre des

¹⁷ Cf Michel CALLON, Pierre LASCOUMES et Yannick BARTHE, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Le Seuil, 2001.

¹⁸ Cf Marie-Angèle Hermitte, *Le sang et le droit. Essai sur la transfusion sanguine*, Le Seuil 1998.

décisions. C'est un grand principe d'autonomisation d'une politique contre l'hypocrisie consistant à s'en remettre aux experts.

Le mot *précaution* est souvent confondu avec celui de *prévention* ou d'*abstention*, d'où une ambiguïté sémantique. On ne voit plus comment le sortir du discrédit dans lequel il est tombé.

Sur les OGM les experts ne sont pas d'accord, mais le pouvoir peut très bien, pour des questions jugées vitales, comme le développement d'une bio-ingénierie en France, prendre ses responsabilités et décider la culture des OGM. Le principe de précaution est un principe d'autonomisation du politique, par opposition à l'attente, maintenant périmée, de l'assentiment des experts. Si nous sommes le seul pays à avoir inscrit le principe de précaution dans la Constitution, c'est peut-être parce que nous sommes le seul pays à avoir cru, et depuis longtemps, que la raison seule guidait l'action politique (cf le culte de la déesse Raison institué par Robespierre). En constitutionnalisant ce principe nous aurions voulu nous punir de notre croyance épistémologique en la raison comme faculté d'union entre les esprits. Il s'agit donc de reprendre le chemin de la politique et de construire le monde commun, au lieu de présupposer qu'il existe déjà, grâce à la raison scientifique. Ce qui a changé la situation, c'est le moment où, sur les grands sujets scientifiques et techniques, les experts ont cessé d'être d'accord. Dès lors le grand mode d'organisation de la vie publique à la française, celui qui consiste à subordonner la décision politique au savoir scientifique, s'est trouvé arrêté parce que, ne sachant plus ce qui est bien, on n'a plus pris de décision, ce qui, dans le cas du sang contaminé, a été une immense catastrophe. Or l'action a aussi sa propre dimension et sa propre prise de responsabilité. Il est devenu faux de dire que, pour les questions communes, nous agissons sous les auspices de l'épistémologie.

6- Entre prudence, précaution et abstention, la différence semble ténue...On bloque certaines recherches pour des raisons éthiques ou de précaution.

Soit la question des cellules souches. Schwarzenegger a inscrit cela dans la Constitution californienne. Ce qui bloque est plutôt d'ordre moral : les pro-cellules souches retombent sur le même argument qu'Hulot : le progrès (argument de la chandelle : ceux qui sont contre les cellules souches veulent nous faire revenir à la chandelle...). Ces arguments présupposent le caractère systématique du problème, or ce n'est pas le cas : trois articles récents montrent des alternatives aux cellules souches (somatiques ou fœtales). On n'est pas dans une situation de système, mais de tri. Nos habitudes de discussion politique ont porté depuis cent cinquante ans sur la question du système ; or les questions écologiques ne sont pas systématiques, ce sont entièrement des questions de détail. Même Bush peut varier. Il accepterait des cellules souches qui ne soient pas d'origine fœtale. Ce sont des controverses mondiales et on continue à vouloir les simplifier de trois façons différentes :

- en disant : c'est le progrès ; ceux qui résistent sont des obscurantistes ;
- en disant : c'est moralement indiscutable ;
- en disant : les faits ont prouvé définitivement que....

Eh bien non, ce sont des sujets politiques : voulons-nous vivre dans un monde où on fait des embryons humains, que les bushistes appellent des enfants, pour produire des organes pour d'autres enfants ? Mais, d'une part, ce ne sont pas des enfants, et, d'autre part, on peut le faire avec des cellules somatiques, et non fœtales. D'où une controverse. D'où la question : quelle est la procédure pour construire l'institution qui permette de faire changer d'avis sur les cellules souches les gens qui sont en désaccord avec vous ?
